

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20046560

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 1992, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, modifié le 30 mai 2005, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1984, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE BARS Jacques », autorisant à exploiter à GOUDELIN au lieu-dit « Minguen » un élevage porcin de 656 pl. d'animaux équivalents (*soit 20 pl. maternité, 60 pl. gestantes-verraterie, 280 pl. post-sevrage, 360 pl. engraissement*) ;
- VU** la demande présentée le 12 août 2004 au titre de l'installation classée « **LE BARS Jacques** », sise « Minguen » en GOUDELIN, en vue de la régularisation administrative et l'extension d'un élevage porcin (*36 pl. maternité, 124 pl. gestantes-verraterie, 450 pl. post-sevrage, 750 pl. engraissement, 8 pl. quarantaine-infirmerie*), soit 1328 pl. d'animaux équivalents, avec mise aux normes du plan d'épandage et constructions (*bâtiment de 450 pl. engraissement et 225 pl. post-sevrage, d'une fosse extérieure de 815 m3 utiles, d'une fumière de 38 m2*), à GOUDELIN au lieu-dit « Minguen » (Section ZE N°3-69-70) ;
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de BRINGOLO (16 décembre 2004) - LANNEBERT (21 janvier 2005) - LANVOLLON (11 février 2005) - PLEGUIEN (27 janvier 2005) - TRESSIGNAUX (7 février 2005) - PLUDUAL (31 janvier 2005)
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 avril 2005 et du 16 août 2005;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 13 juillet 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUAGAT, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 8871 UN, dont 6433 UN seront mises à la disposition d'un préteur et 6433 UN réparties sur 46,3 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 138,9 UN/ha ;

CONSIDERANT que les parcelles A1 152, 154, 172, 459, 460, 462.1 et 2, 477 , 478, 749.1 et 2 et 487, appartenant au plan d'épandage du préteur « G.A.E.C. de l'ARMOR », sont situées dans le périmètre de protection de « Virnic » en PLEGUIEN, réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1998;

CONSIDERANT l'avis favorable de la C.D.O.A. marge du 9 juin 2004, attribuant 5149 UN, correspondant au projet décrit dans le dossier;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

M. Jacques LE BARS, demeurant en GOUDELIN au lieu-dit « Minguen » est autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section ZE N°3-69-70) en GOUDELIN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 1328 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
36 pl. maternité	soit 108 PAE
124 pl. gestantes-verraterie	soit 372 PAE
450 pl. post-sevrage	soit 90 PAE
750 pl. engraissement	soit 750 PAE
8 pl. quarantaine infirmerie	soit 8 PAE
<i>Total : 1368 animaux</i>	<i>Total : 1328 animaux-équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 : EFFECTIFS

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 143 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*), 750 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 450 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 128 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2 – ALIMENTATION BIPHASE :

2.2.1. - L'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne l'élevage existant. Pour l'extension, elle devra être en place dès la mise en service des bâtiments.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

2.3 - PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4 - AUTRES :

2.4.1. - La fosse en projet de 815 m3 utiles sera construite dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.4.2. - Les parcelles A1 152, 154, 172, 459, 460, 462.1 et 2, 477, 478, 749.1 et 2 et 487 du plan d'épandage devront respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1998 relatives au périmètre de protection de « Virnic » à PLEGUIEN.

ARTICLE 3 - RESORPTION : 2 247 UN

Alimentation biphasé : 1 715 UN.

transfert : 532 UN

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de GOUDELIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M Jacques LE BARS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Jacques LE BARS dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

La décision préfectorale susvisée du 13 juillet 1984 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 9 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de GOUDELIN,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de *BRINGOLO - LANNEBERT - LANVOLLON - PLEGUIEN - TRESSIGNAUX - PLUDUAL - GOMMENECH*.

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché chef de bureau

Christian RAYMOND

SAINT-BRIEUC, le

12 8 SEP. 2005

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : Jacques MICHELOT



